le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494 Le 27 mars 2016 N° 421 PRIX : 0,60 Euro

CÔTE D'IVOIRE

ENTRE LA BARBARIE DES TERRORISTES

ET LA BARBARIE DES CAPITALISTES

SOMMAIRE AU VERSO

S O M M A I R E

Editorial

Côte d'Ivoire

Entre la barbarie des terroristes et la barbarie des capitalistes

Page 3-4

Côte d'Ivoire :

-Journée internationale de la femme…

-Tueries à Assufery pour garantir les profits capitalistes

Page 4

Mali : Il y a 25 ans Moussa Traoré a été balayé du pouvoir par un soulèvement populaire

Pages 6

Sénégal : Un référendum bidon

Page 7

Tchad : Viol collectif : La victime brise le silence pour dénoncer les auteurs

Page 9

Benin, Niger, Congo-Brazzaville : Les élections passent, l'exploitation des travailleurs et la misère continuent

ABONNEMENT

France : (En tarif réduit)

12 numéros : 15 euros

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants

Autres pays :

Nous consulter

ADRESSE

Le PAT B.P. 42

92114 - Clichy cedex

Notre site internet: www.uatci.org

é d i t o r i a l

CÔTE D'IVOIRE

ENTRE LA BARBARIE DES TERRORISTES ET LA BARBARIE DES CAPITALISTES

Les terroristes ont tué au moins 19 personnes et fait plusieurs blessés à Grand Bassam, le dimanche 13 mars.

Ils ont tué indistinctement, une serveuse, un menuisier, un comptable, un élève, un étudiant, ainsi que d'autres pauvres qui se trouvaient sur leur passage, sans compter les clients de l'hôtel où ces tueurs ont fait irruption.

Rien ne peut justifier une telle barbarie. Ces terroristes sont les pires ennemis des travailleurs.

Les djihadistes exercent une des dictatures les plus féroces qui soient dans les régions qu'ils dominent. Ils rackettent les populations. Ils les forcent à vivre selon des préceptes moyenâgeux. Ils réduisent les femmes en esclavage et tuent ceux qui ne pensent pas comme eux. Leurs victimes, à Grand Bassam, sont autant musulmanes que chrétiennes. Comme les capitalistes, ils luttent pour le pouvoir, les privilèges et l'argent.

Le gouvernement a beau jeu d'appeler aujourd'hui à l'unité nationale. Mais deux mois auparavant, quand ses forces armées ont tué deux travailleurs de Sucaf à Ferkessédougou, en tirant sur eux, pour faits de grève, et emprisonné certains grévistes, alors qu'ils ne faisaient que s'opposer à la diminution de leurs salaires, n'est-ce pas la même barbarie que les terroristes, cette fois-ci pour le compte des capitalistes ?

Quand le gouvernement a détruit, il y a de cela moins d'un mois, coup sur coup, le quartier d'Adjamé-Sodéci, puis le quartier d'Anono-Baoulé à la Riviéra3, chassant ainsi des milliers d'habitants qui occupaient pourtant ces lieux depuis plusieurs décennies, pour les mettre à la disposition des promoteurs immobiliers, comment doit-on qualifier ce genre d'actes, sinon de barbare, pour satisfaire les appétits des riches ?

Alors, les travailleurs n'ont aucune solidarité à avoir avec le gouvernement et les riches dont il représente les intérêts. D'autant plus que ce gouvernement et ses forces armées profitent maintenant de cette situation créée par ces terroristes pour renforcer les contrôles et commettre toutes sortes d'exactions dans les quartiers, pour terroriser les plus pauvres, à commencer par les travailleurs.

Il est vital que nous les travailleurs, quelle que soit notre origine, nous nous sentions une classe unie par nos intérêts, pour nous défendre contre les djihadistes et contre les capitalistes qui nous exploitent et plongent le monde dans la barbarie.

CÔTE D'IVOIRE

LES FORCES DE L'ORDRE SONT LÀ SURTOUT POUR RÉPRIMER LES TRAVAILLEURS ET LES PAUVRES

L'attentat terroriste de Grand Bassam a fait officiellement 19 morts et plusieurs blessés et au fil des jours le bilan ne cesse de s'alourdir. Selon le gouvernement, l'armée ne serait intervenue que 45 minutes après l'assaut des djihadistes. Donc ces derniers ont eu tout ce temps pour accomplir leur sale besogne en toute tranquillité. Pourtant dans cette ville, il y a bien une police et une gendarmerie visibles à plusieurs coins de rue en temps normal. Mais ils sont restés inopérants face à trois individus armés de Kalachnikovs.

En revanche, lorsqu'il s'agit de manifestations populaires ou de luttes des travailleurs pour l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail, les forces de l'ordre sont promptes à mater. Elles font très souvent usage de leurs armes face à des manifestants non armés. Ce fut le cas à Sucaf, à Ferké et récemment à Assuéfry, une localité à l'est du pays.

On voit là à quel point ces forces de l'ordre ne sont pas là pour protéger les travailleurs mais pour les mater.

DES ACTES CRIMINELS D'UN POUVOIR AU SERVICE DES POSSÉDANTS !

Le 17 février, à 4 heures du matin, le gouvernement détruisait à coups de bulldozers le quartier Adjamé-Sodéci. Plusieurs centaines de militaires, de gendarmes et de policiers ont été mobilisés pour l'occasion. Ce quartier était occupé par les ferrailleurs depuis 1978. Six jours plus tard, le 23 février, c'était le tour du quartier d'Anono-Baoulé à la Riviérà 3 de subir le même sort. Des milliers d'habitants occupaient cet espace de 3 hectares. Les plus anciens étaient là depuis les années 1930.

C'est par la terreur et la force qu'ils ont été chassés de leurs habitations. Le sort des travailleurs et des populations pauvres est le dernier souci du pouvoir en place. Sa prétendue «*lutte contre l'insalubrité* » n'est qu'un prétexte ! Elle n'exige ni la destruction d'un quartier, ni l'expulsion des habitants, mais la réalisation de travaux d'assainissement.

En détruisant ainsi les quartiers pauvres, le gouvernement libère de l'espace pour permettre aux riches de s'installer. Les premiers servis sont les capitalistes dont le gouvernement sert avant tout les intérêts ! Quant aux populations pauvres, elles sont chassées vers la périphérie, là où leur misère n'est pas visible aux yeux des riches.

JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA FEMME : QUE DE SATISFECIT POUR TRÈS PEU DE CHOSE !

Le 8 mars comme chaque année, partout dans le monde, c'est la journée internationale de la femme. C'est en 1910, que cette journée a été proposée à une conférence internationale des femmes socialistes mais c'est seulement après 1945 que cette journée a été reconnue. Deux guerres mondiales après !

En Côte d'Ivoire, cette journée a été placée sur le thème de « l'autonomisation de la femme ». Des grands mots pour rien !

Le gouvernement se targue d'avoir permis l'entrée de 36 femmes à l'école de gendarmerie alors que cette institution leur était interdite. De 16%, les femmes seraient passées à 25% dans le gouvernement. Ces quelques statistiques ne sauraient cacher le sort de la grande majorité des femmes. Elles demeurent majoritaires dans l'agriculture mais représentent seulement 5,6% du personnel spécialisé dans les services. Idem pour le taux de scolarisation. Il y a inégalité dans les

salaires entre hommes et femmes. Cela c'est sans compter sur le poids social qui pèse sur les femmes. Il existe encore des peuples qui pratiquent les mutilations génitales féminines, les mariages forcés, la discrimination au niveau de la scolarisation. Sans compter toutes les pseudos coutumes sur la place de la femme dans la société qui l'infériorisent par rapport à l'homme. Combien de femmes meurent encore quand elles accouchent ?

Pour que les femmes puissent se libérer de leur situation actuelle, il faudrait qu'elles œuvrent, avec les hommes, au renversement de la société capitaliste pour bâtir une société communiste où il n'y aura plus l'exploitation de l'homme par l'homme !

CÔTE D'IVOIRE

TUERIES À ASSUÉFRY POUR GARANTIR LES PROFITS CAPITALISTES

Dans la nuit du lundi 7 au mardi 8 mars, des affrontements ont opposé des populations aux FRCI à Assuéfry, une ville située au nord-est de la Côte d'Ivoire. Les soldats ont fait usage de leurs armes face à une population non armée tuant au moins deux personnes, faisant des disparus, et de nombreux blessés. À l'origine de ce conflit, la saisie par les FRCI d'une cargaison d'anacarde que les paysans allaient vendre vers le Ghana.

Les petits paysans vendent leur production entre 250 et 350 F en Côte d'Ivoire contre 500 F au Ghana voisin.

Dans les campagnes, les acheteurs sont de véritables escrocs face aux paysans. C'est une vraie mafia organisée, du pisteur jusqu'à l'exportateur, pour voler le fruit du travail du paysan. Les balances sont souvent truquées, et en plus de cela, certains payent carrément en dessous du prix officiel. Ce sont les capitalistes exportateurs et ceux de l'agro-alimentaire qui engrangent ainsi les profits de ce vol organisé.

La vente de la noix d'anacarde vers le Ghana n'arrange pas les capitalistes locaux qui s'engraissent sur le dos de ces paysans, de même que le gouvernement qui en tire des taxes sur le travail des paysans.

Si l'Etat voulait vraiment arrêter la vente de l'anacarde vers le Ghana, il n'avait qu'à augmenter le prix d'achat au paysan. Mais au lieu de ça, c'est le contraire qui se passe. Non seulement, l'Etat oblige les paysans à brader leur production à vil prix mais en plus il utilise la coercition pour les empêcher de la vendre un peu plus cher ailleurs. C'est un véritable brigandage que les dignitaires de l'Etat exercent sur les petits producteurs pour le compte des capitalistes petits et grands installés en Côte d'Ivoire.

M A L I

IL Y A 25 ANS MOUSSA TRAORÉ A ÉTÉ BALAYÉ DU POUVOIR PAR UN SOULÈVEMENT POPULAIRE

Moussa Traoré en compagnie de Houphouët Boigny

Le 26 mars 1991 le dictateur malien Moussa Traoré est chassé du pouvoir après avoir dirigé ce pays durant plus de 22 ans sous la terreur de l'armée et de son parti unique. Il est arrivé au pouvoir par un coup d'Etat, le 19 novembre 1968, contre le président Modibo Keïta.

Comme son prédécesseur, Moussa Traoré ne tolère aucune contestation. Il n'hésite pas à assassiner ses opposants ou à les enfermer dans la tristement célèbre prison de Kidal. De

nombreux opposants sont contraints à l'exil pour échapper à la mort.

Au cours de l'année 1980, un vent de contestation estudiantine secoue son régime. Il la réprime violemment en assassinant le leader étudiant, Abdoul Karim Camara (dit « *Cabral* »), le 17 mars 1980. Mais loin de calmer la contestation estudiantine, cette répression ne fera que la renforcer. C'est ainsi que l'Union nationale des élèves et étudiants du Mali (UNEEM) devient le fer de lance de l'opposition au régime.

Le bâillonnement de l'opposition, le racket de la population par les forces de l'ordre ainsi que la corruption qui règne dans toutes les administrations finissent par générer des mécontentements de plus en plus grands dans toutes les couches de la population malienne.

En 1990, un vent de contestation contre le parti unique secoue de nouveau le régime. Bien qu'interdits, des partis politiques opposés au régime se font jour en organisant des meetings et des rassemblements populaires défiant le pouvoir. Les populations soutiennent les associations et ces partis politiques. Même l'UNTM (Union Nationale des Travailleurs du Mali) qui était jusque-là inféodée au régime se détache de lui en déclarant, fin mai 1990, que désormais elle « *opte pour l'instauration du multipartisme et du pluralisme démocratique* ».

Le régime de Moussa Traoré est aux abois. Tandis que le mécontentement populaire grandit et occupe les rues de la capitale et des autres grandes villes, le dictateur reste de plus en plus cloîtré dans son luxueux palais présidentiel de la colline de Koulouba.

Le palais présidentiel de Koulouba dont la rénovation en 1989 aurait coûté plus d'un milliard de francs CFA à l'État malien.

Le 17 mars 1991, plusieurs partis et associations politiques défilent dans la capitale pour commémorer l'assassinat du leader étudiant, Abdoul Karim Camara. Quelques jours plus tard, le 22 mars, les organisations contestataires mettent sur pied un Comité de coordination des associations et des organisations démocratiques. Les étudiants et élèves dressent des barricades aux principaux carrefours de la capitale. L'armée réprime et fait plusieurs dizaines de morts. Les corps de dizaines de manifestants touchés jonchent les couloirs du service des urgences de l'hôpital Gabriel-Touré. Le gouvernement envoie des soldats jusqu'à l'intérieur de l'hôpital pour achever les manifestants blessés. Le lendemain, 23 mars, la tuerie continue.

Moussa Traoré reçoit les dignitaires religieux pour tenter de calmer la population, en vain. Le lendemain, 24 Mars, des femmes de Bamako lancent un appel pour faire une marche de protestation contre les tueries du régime. Plus de cent mille personnes participent à cette manifestation et décident de marcher sur Koulouba. L'armée ouvre le feu et fait de nombreuses autres victimes mais la mobilisation populaire ne faiblit pas, le régime de Moussa Traoré agonise.

Le 26 mars 1991, le dictateur est renversé par un coup d'Etat militaire. Un groupe d'officiers met en place un « *Comité de transition pour le salut du peuple* » dirigé par le lieutenant-colonel Amadou Toumani Touré (ATT). Moussa Traoré est arrêté et condamné à mort en 1993. Il est gracié en 2002 par Alpha Oumar Konaré et depuis cette date il est libre et mène sa vie au Mali.

Depuis sa chute le multipartisme a été établi au Mali et l'opposition peut s'exprimer plus ou moins librement. Mais le sort des travailleurs et de la population pauvre n'a pas changé pour autant. La corruption et le racket des forces de l'ordre sur la population qui avaient un temps reculé ont refait surface dès que la mobilisation populaire a disparu. Le palais de Koulouba a changé de locataire plusieurs fois mais les caisses de l'Etat continuent d'être dilapidées par les nouveaux arrivants. Le sort des travailleurs, des petites gens des villes et des campagnes ne changera véritablement que lorsque les exploités prendront eux-mêmes le pouvoir et l'exerceront pour mettre fin à l'exploitation et à l'oppression.

SÉNÉGAL

UN RÉFÉRENDUM BIDON

Une affiche de campagne pro-gouvernementale

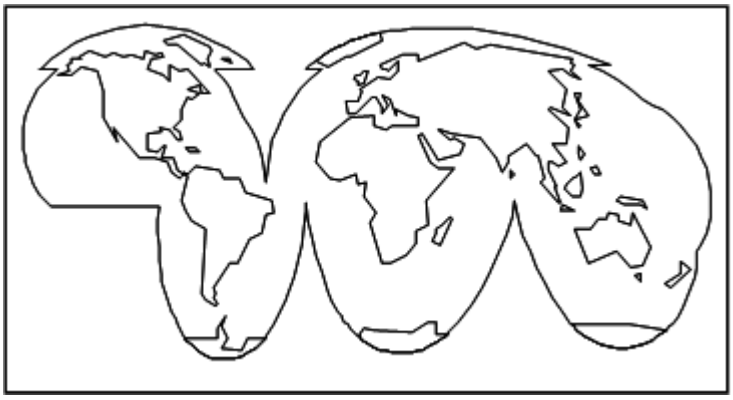
Le 20 mars dernier, à l'initiative de l'actuel président Macky Sall, la population sénégalaise a été appelée à participer à un référendum portant sur la révision de la Constitution. Le gouvernement a mis le paquet pour convaincre les habitants de voter *« oui »*. La télévision et les autres médias de l'Etat ont été largement mis à contribution pour matraquer les gens, pour leur faire croire que s'ils votent pour le *« oui »* ils auront de *« nouveaux droits »,* comme celui de pouvoir « *vivre dans un environnement sain* », etc.

Mais le principal point de ce référendum porte sur la réduction des prochains mandats présidentiels de 7 à 5 ans. Rappelons que lors de la dernière campagne électorale pour l'élection présidentielle, Macky Sall avait promis que s'il était élu, il modifierait la constitution pour instaurer le quinquennat et qu'il l'appliquerait sur lui-même. Une fois élu, il a *« oublié »* cette promesse en disant qu'il veut finir d'abord ses sept ans et ensuite seulement la modification s'appliquera à son successeur ou à lui-même s'il est réélu. *« L'appétit vient en mangeant »* dit-on, et Macky ne tient pas à *« faire cadeau »* de deux années de pouvoir.

Les partis d'opposition ont mobilisé leurs troupes pour appeler à voter le *« non »* en disant qu'en votant « oui » on approuverait la politique de Macky, ce en quoi ils n'ont pas totalement tort. Ils ont aussi protesté contre le quasi monopole des médias d'Etat par les tenants du *« oui »* et dénoncé les pratiques frauduleuses du pouvoir et l'achat de voix. Des dirigeants appartenant au clan de Macky ont sillonné les quartiers populaires et ont distribué des billets de 5000 francs Cfa pour convaincre les gens de voter *« oui »*.

Malgré tout cela, seuls quatre électeurs sur dix ont participé à ce référendum où le *« oui »* l'a emporté avec plus de 62%. Macky n'est pas le premier à renier ses promesses. On se souvient de nombreuses promesses de Wade sur la création d'emplois pour les chômeurs, sur la fin de la guerre en Casamance, sans parler de la limitation du mandat présidentiel au nombre de deux, qu'il n'a pas tenue. Les présidents se succèdent et se ressemblent.

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

TCHAD

VIOL COLLECTIF : LA VICTIME BRISE LE SILENCE POUR DÉNONCER LES AUTEURS

Ndjaména : Manifestation de soutien à Zouhoura

Une lycéenne âgée de 16 ans, victime de viol collectif, a décidé de se battre à visage découvert pour dénoncer les criminels qui l'ont violée le 8 février dernier à Ndjaména. Elle a bravé la honte et le déshonneur qui pourraient la frapper, elle, sa famille et ses proches, pour exprimer sa douleur ; elle a brisé un tabou de la société tchadienne, qui consiste à observer le silence total sur le viol pour régler le problème à l'amiable, entre familles. Un tabou qui oblige nombre de victimes à se cacher et à se taire.

Zouhoura, elle, a refusé de se taire ou de se cacher. De retour en France auprès de son père adoptif qui vit en exil, elle a donné le 18 mars une conférence de presse. D'abord elle a laissé la parole à son père : « *Le gouvernement tchadien se moque de nous, les pauvres. Les fils de hauts responsables violent nos filles et quand la population manifeste, il tire dessus. (...) Là-bas, on n'a pas l'eau potable, l'électricité ne fonctionne pas, les routes sont défoncées. (...) Mais qu'on nous donne au moins la justice pour protéger nos filles, nos femmes, nos enfants* ». Il a aussi dévoilé que les autorités tchadiennes lui ont proposé un million d'euros pour qu'il se taise mais il a refusé.

Puis elle a pris le micro pour décrire les conditions dans lesquelles elle a été enlevée dans la rue en plein jour : « *J'étais retournée au Tchad l'été dernier pour mon année de terminale. Ce jour-là, je me rendais au lycée avec une amie. Une voiture s'est arrêtée à ma hauteur et on m'a poussée dedans. À l'intérieur, il y avait sept garçons, quatre portaient des armes. Je les connaissais de vue et je savais que j'étais en danger. Ils ont commencé par me chahuter en me disant "pourquoi tu ne nous dis jamais bonjour quand on passe devant toi ? Tu te prends pour qui ?*».

La suite, on la connaît : elle a été collectivement violée, et photographiée toute nue ; les images ont circulé sur Facebook, ce qui a choqué les gens. Partout dans le pays, c'est l'indignation.

Spontanément des camarades de son lycée se sont rassemblés devant le domicile de la victime pour une marche de protestation en direction du palais de justice. Ils ont été rejoints par des habitants du quartier, des femmes mais surtout des jeunes. Des manifestants portaient des banderoles sur lesquelles on pouvait lire « *Justice pour Zouhoura* » ou encore « *Nous sommes tous Zouhoura, notre dignité bafouée* ». Mais les manifestants n'atteindront pas le palais de justice. La police est intervenue brutalement pour les disperser en lançant sur eux des gaz lacrymogènes, en tirant sur eux à balles réelles. Il y a eu un mort et des blessés.

Hypocritement le dictateur Idriss Déby a déclaré : « *C'est en père de famille scandalisé que je réagis à cet acte barbare, ignoble et innommable* », et a promis que « *justice sera rendue* ». Du bla bla ! Les 7 violeurs, on les connaît. Parmi eux trois sont des fils de généraux de l'armée et un fils de ministre. Ils ne sont pas inquiétés, ils vivent en toute liberté dans Ndjaména. C'est révoltant !

==*

==*=*=

==*==*=*=

T C H A D

ARRESTATIONS ARBITRAIRES DE QUATRE DIRIGEANTS DE L'OPPOSITION

Depuis plus d'un mois quatre dirigeants de l'opposition croulent dans les geôles du président dictateur Idriss Deby. Leur crime est de s'opposer vivement à la nouvelle candidature de Deby pour un cinquième mandat à l'élection présidentielle prévue pour le 10 avril et de lui demander de se retirer.

Les réactions à ces arrestations ne se sont pas faites attendre. D'un côté des associations dont celle des droits de l'homme et les dirigeants des partis politiques ont lancé un ultimatum à Deby : la libération immédiate et sans conditions des quatre prisonniers sinon ils organiseront le 29 mars une marche de protestation. De l'autre côté, les syndicats ont lancé le 25 mars une grève générale dans tout le pays pour s'opposer à cette candidature mais aussi pour le paiement régulier des salaires et des arriérés.

Devant cette situation, Deby a fait semblant de négocier par l'intermédiaire d'un médiateur mais les prisonniers ne sont toujours pas libérés. Le bras de fer continue. Tout dépend de la mobilisation et de la détermination des associations, des partis politiques et des syndicats. Car le pouvoir ne comprend que le langage de la force.

IMMIGRATION

LES RICHES NE VEULENT PAS VOIR LES PAUVRES DANS LEUR QUARTIER

La mairie de Paris a prévu de construire, en lisière du bois de Boulogne, un abri pour SDF dans le 16ème arrondissement, le plus cossu de la capitale. Les habitants se sont déchaînés contre les futurs logements pour les sans-abris. Ils considèrent ce projet comme un futur lieu d'accueil pour les migrants. Ils ont eu le culot d'empêcher la tenue d'une réunion publique par la mairie, pour la présentation du projet à l'université de Paris-Dauphine. C'est l'expression de la haine contre les pauvres.

Bien des communes, comme Neuilly, sont connues pour leur opposition à la construction d'HLM, à plus forte raison pour accueillir des sans abris sur leurs espaces. Elles préfèrent payer des amendes plutôt que d'accueillir des populations pauvres, d'autant plus que ces amendes sont purement symboliques.

****
****
****
****

BÉNIN, NIGER, CONGO-BRAZZAVILLE : LES ÉLECTIONS PASSENT, L'EXPLOITATION DES TRAVAILLEURS ET LA MISÈRE CONTINUENT

Le dimanche 20 mars, les électeurs de trois pays d'Afrique étaient appelés à voter pour la présidentielle. Au Congo Brazzaville, le président Sassou Nguesso, en place depuis 32 ans, a proclamé une fois de plus sa victoire. C'est toute sa famille qui est en fête car au fil des ans elle tient en mains d'importants secteurs de l'économie du pays.

Au Bénin, c'est l'homme d'affaires Patrice Talon surnommé le « roi du coton », qui est arrivé en tête.

Au Niger Mahamadou Issoufou continuera à diriger le pays d'une main de fer puisqu'il a réussi à évincer son concurrent Hama Amadou, maintenu en prison durant toute la campagne électorale. L'appel au boycott du second tour suivi de la faible participation au vote, n'a pas empêché le dictateur de jubiler devant la presse, se targuant de ses 92% de voix.

A un degré ou à un autre, ces élections sont contestées, voire qualifiées de mascarades par les candidats perdants. Même lorsque ceux-ci se disent d'opposition, comme au Niger et au Congo, ils ont participé dans un proche passé à des hautes fonctions en tant que Premier ministre ou en tant que Général. Ils sont prêts à taire leur critique pour peu qu'ils soient associés au pouvoir dans le cadre d'un « *gouvernement d'Union nationale* » ou d'un régime « de transition », si le vainqueur daigne leur concéder quelques strapontins en contre partie de leur docilité et de leur collaboration.

Une des caractéristiques de ces élections, telle que relevée par la presse, est qu'elle s'est déroulée dans un climat relativement apaisé, c'est-à-dire sans affrontement violent entre protagonistes. Les gens ne sont pas allés voter sous la terreur ni sous la menace des mitraillettes.

Pour le cas du Bénin, une partie de la petite bourgeoisie des villes, celle qui bénéficie d'un certain pouvoir d'achat susceptible de lui permettre de faire ses emplettes dans les centres commerciaux et les boutiques spécialisées de luxe, se reconnaît en la personne du richissime « *self made man* » sorti vainqueur, qui étale sa richesse notamment en se rendant au bureau de vote au volant de sa voiture Porche décapotable.

C'est cette classe moyenne qui est courtisée en tant que base sociale par les dirigeants lorsque ceux-ci parlent d' « émergence ». Une partie d'entre elle a effectivement émergé dans les grandes métropoles africaines sous l'effet d'une petite embellie lui laissant espérer un sort meilleur que celui des travailleurs qui eux subissent une exploitation féroce avec des rémunérations voisines de 1500 à 2000 Cfa (2 ou 3 euros) par jour.

Alors Bolloré qui gère le port de Cotonou et le richissime Talon nouvellement élu président, peuvent se donner la main pour bâtir leurs fortunes. Il n'est pas dit que maintenant que ce patron qui étale sa richesse est au pouvoir, les travailleurs ne réclament pas ce qu'ils estiment leur revenir.

-=-=-=-=-=-=-=-=